

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 585 14 OCTOBRE 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

Le 15 octobre est la fête de Sainte Thérèse d'Avila. Docteur de l'Eglise, elle réforma le carmel et fut sans doute l'inspiratrice d'autres carmélites comme Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus et de la Sainte Face.

EDITO

LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Le cri du contribuable est un excellent journal publié régulièrement par l'association « Contribuables Associés » qui est la plus importante association de France. Dans le numéro du 4 octobre il consacre un dossier complet au conseil économique et social. Il montre comment c'est un « machin » absolument inutile qui publie des rapports qui coûtent en moyenne 1,4 millions d'euros et ne servent à rien sinon à garnir les étagères des ministères, lesquels sont parfaitement au courant de ce qu'écrivent les rapports.

Bien entendu, la richesse des conseillers économiques et sociaux est célèbre ; le journal signale que pour les syndicalistes, et surtout les chefs des syndicats, ce sont de véritables rentes.

Nous ajouterions en commentaire l'évocation du « principe des imitations », que voici. Quand un groupe de prédateurs étatiques a inventé et mis en oeuvre un système nouveau de captage du butin étatique en vue de son enrichissement et par voie de conséquence de l'appauvrissement de la population, il est d'usage de voir se créer soit des succursales régionales soit des imitateurs dans d'autres pays.

Cette prolifération est un moyen aussi de consolider le nouvel organisme.

C'est la France qui a commencé à créer un conseil économique et social au niveau de la nation et, ceci, à la faveur de la création de la 5^e république. Maintenant, il y a des conseils économiques et sociaux au niveau des régions avec les mêmes défauts que l'organisme central : ils diffusent en particulier l'effet de ruine autour d'eux.

Mais il est, aussi, un conseil économique et social au niveau de l'Europe : sa richesse est, évidemment, bien plus grande encore que le modèle français. D'autres pays ont imité avec, en conséquence, une fédération des conseils économiques et sociaux.

Le progrès ne s'arrête pas.

DU NEUF ET DU DEJA VU

SENAT : LE BUTIN

Nous avons évoqué récemment le Sénat dont le poste de président est un des plus extraordinaires butins de la « République Fromagère ».

Cela ne s'arrête pas là et cela ne s'invente pas : il a été décidé que le Sénat aurait bientôt huit vice-présidents au lieu de six vices présidents qu'il avait auparavant. Le prétexte inventé est de faire sa place à l'opposition qui a un plus grand nombre de sièges depuis les récentes élections.

Bravo pour le coup au but remporté par ces deux nouveaux vice-présidents supplémentaires.

LES DELAIS DE PAIEMENT

Pendant le déroulement de la crise, le gouvernement ne ralentit pas dans sa marche brutale et accéléré vers le dirigisme. C'est ainsi que la loi de modernisation de l'économie impose une réduction drastique des délais de paiement inter-entreprises et, ceci, le 1er janvier.

C'est un véritable casse-tête à la fois pour les banques et pour les entreprises car les habitudes prises dans un très grand nombre de métiers sont amenées à évoluer avec une foule de conséquences que bien entendu personne ne peut connaître à l'avance.

Dans ce domaine comme dans d'autres les entreprises ont besoin de liberté et non pas de se soumettre à un système dictatorial.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimé. A chacun de juger)

[A lire pour comprendre la crise actuelle des subprimes... ☺](#)

Crise des subprimes: une explication très simple pour ceux qui essayent encore de comprendre

Alors voilà, Mme. Ginette a une buvette à Bertincourt, dans le Pas de Calais. Pour augmenter ses ventes, elle décide de faire crédit à ses fidèles clients, tous alcooliques, presque tous au chômage de longue durée. Vu qu'elle vend à crédit, Mme. Ginette voit augmenter sa fréquentation et, en plus, peut augmenter un peu les prix de base du "calva" et du ballon de rouge.

Le jeune et dynamique directeur de l'agence bancaire locale, quant à lui, pense que les "ardoises" du troquet constituent, après tout, des actifs recouvrables, et commence à faire crédit à Mme. Ginette, ayant les dettes des ivrognes comme garantie.

Au siège de la banque, des traders avisés transforment ces actifs recouvrables en CDO, CMO, SICAV, SAMU, OVNI, SOS et autres sigles financiers que nul n'est capable de comprendre.

Ces instruments financiers servent ensuite de levier au marché actionnaire et conduisent, au NYSE, à la City de Londres, au Bourses de Francfort et de

Paris, etc., à des opérations de dérivés dont les garanties sont totalement inconnues de tous (c.à.d., les ardoises des ivrognes de Mme Ginette).

Ces "dérivés" sont alors négociés pendant des années comme s'il s'agissait de titres très solides et sérieux sur les marchés financiers de 80 pays.

jusqu'au jour où quelqu'un se rend compte que les alcoolos du troquet de Bertincourt n'ont pas un rond pour payer leurs dettes.

La buvette de Mme. Ginette fait faillite.

Et le monde entier l'a dans le c.....

Jacques Costaglia

ET du même :

-----Message d'origine-----

De : Costagliola Jacques [mailto:jcostagliola@free.fr]

Envoyé : vendredi 10 octobre 2008 18:28

À : J.M.T

Objet : A lire pour comprendre la crise actuelle des subprimes

Enfin 24 lignes pour traduire sous-primes. Un peu d'imagination, trouvez un mot ou deux, sous-primes ne veut rien dire. Mais morbleu si vous n'en trouvez pas francisez, ça vous écorche d'ajouter un u à tradeur ? Dans 100 ans il n'y aura plus que les articles et les conjonctions de français dans le texte. Vous ne sentez pas votre irresponsabilité ? Pensez à la phrase de Kennedy.

Vivre à crédit serait plus clair !

RÉSISTANCE à l'OCCUPATION du territoire linguistique et aux FRANGLOUILLARDS
COLLABOS.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 13 OCTOBRE 2008

L'EFFET DE LEVIER

Dans l'analyse des causes de la crise, nous avons évoqué, récemment, les ravages de l'idée un peu folle qu'il pourrait exister un capitalisme sans capital. Parmi les manifestations de cette idée il faut faire une place à l'effet de levier.

Chacun connaît et utilise dans la vie courante ou dans la vie professionnelle des leviers qui permettent de soulever de très lourdes charges avec relativement peu d'efforts ; dans notre jeunesse nous avons appris dans les cours de physique les lois qui régissent les leviers.

Ils existent dans le domaine financier et il est possible d'en faire une présentation simple.

Si nous investissons 100 000 euros de notre fortune dans un projet devant nous rapporter annuellement 10 000 euros, le rendement sera de 10 %. Pour augmenter la rentabilité nous pouvons nous endetter. Supposons que nous empruntions 50 000 euros au taux de 5 % ; les intérêts annuels seront de 2 500 € et le projet ne nous rapportera plus que 7 500 €. Mais nous n'aurons prélevé sur notre fortune que 50 000 € pour le réaliser et 7 500 € rapportés à 50 000 €, nous donnent une rentabilité de 15 %.

C'est, évidemment, une présentation simplifiée, car dans la réalité les chiffres sont souvent un peu plus compliqués d'autant plus que beaucoup de prêts se remboursent en cours de route grâce à des annuités constantes. Néanmoins, on voit facilement que l'effet de levier, bien géré, permet d'augmenter la fortune du propriétaire des projets.

Mais, attention danger : si le projet ne rapporte pas les 10 % prévus ou même génère des pertes, il faudra rembourser les intérêts ainsi que l'argent emprunté non avec les profits du projet mais en prélevant sur les autres éléments de la fortune s'ils existent. Il se produira ce que j'ai dénommé, naguère, dans une revue financière l'effet de massue : le coup de massue écrabouille littéralement le propriétaire du projet.

Il peut s'ajouter, parfois, des perfectionnements qui portent les espérances à des niveaux absolument fabuleux. Ce fut, souvent, le cas, en France dans l'exploitation de certaines niches fiscales que les pouvoirs dirigistes ont créées pour réaliser leurs propres objectifs et qui leur font aujourd'hui tant de soucis. C'est ainsi que les investissements dans les Dom-Tom permettaient à leurs promoteurs, grâce à des « faveurs » fiscales, de montrer des courbes dégagant des profits extraordinaires sur la base d'un capital tout à fait minimum.

Dans les salons consacrés à l'investissement, il n'était pas rare de contempler de ces courbes merveilleuses ; devant elles, médecins, architectes, créateurs d'entreprises s'agglutinaient et sous la pression de vendeurs intelligents signaient les documents qui pouvaient les précipiter dans un piège : souvent les hôtels n'avaient pas de clients et les villas de rêve tournaient au cauchemar pour ne pas trouver de locataires.

Dans les difficultés rencontrées par les banques depuis plusieurs mois, il y a une très forte dose d'effets de levier. Pour s'enrichir au plus vite, il fallait s'endetter au maximum. Les mathématiciens et comptables se sont mis à l'ouvrage pour inspirer des normes comptables permettant de calculer au millimètre les fonds propres suffisants pour développer la banque sur la base d'un endettement imprudent. La moindre dégradation des ratios rendait obligatoire une recapitalisation dès lors que le capital était calculé au plus juste. C'est la raison de cette course au capital qui s'est engagée soudain un peu partout avec les difficultés que l'on a observées. Tout s'est passé comme si les normes comptables, couplées avec l'effet de levier, avaient soufflé le château de cartes par la base, le promettant ainsi à l'écroulement.

Nous avons annoncé que nous évoquerions le cas des grandes universités américaines, dont la Havard University, qui ont inspiré tant d'écoles commerciales des plus prestigieuses dans le monde entier. Dans l'enseignement diffusé par ces écoles se trouve très fréquemment l'effet de levier ; il est fait usage de la « méthode des cas » et il est proposé aux étudiants d'être PDG de firmes gagnant beaucoup d'argent grâce à l'effet de levier ; pour agrémenter et assurer le prestige de l'université, une bonne dose de mathématiques n'est pas inutile et, dans les cas présentés, il est prévu des parades compliquées pour éviter que l'effet de massue ne se produise : cela se comprend car il ne serait pas très « sympa », pour le prestige de l'université, que l'on développe un grand nombre de « cas » où la « boîte » doit recourir au fameux chapter 11.

Il se trouve qu'un grand nombre de dirigeants de banque ont été formés à ces méthodes. C'est la raison pour laquelle nous posons la question : les dirigeants de ces universités sont-ils des malfaiteurs de l'humanité ? Chacun peut répondre bien entendu comme il l'entend. De toutes façons, le nombre de malfaiteurs de l'humanité en circulation dans les postes les plus élevés et les plus divers est immense et leur secte est parfaitement honorable et honorée !

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il y a des problèmes dans la diffusion des flashes. Certains destinataires ne les reçoivent pas.

Il est conseillé d'indiquer aux personnes qui ne les reçoivent pas de les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

LES PARACHUTES DORES

La semaine prochaine, il sera divertissant de s'occuper des parachutes dorés. Il y aura du « suspense », car les plus mirobolants parachutistes ne sont pas ceux que l'on pense.

CATHOLIQUES POUR LES LIBERTES ECONOMIQUES (CLE)

C O M M U N I Q U É

Nous avons l'honneur de vous inviter
À LA CONFÉRENCE-DÉBAT QUI AURA LIEU

LE LUNDI 20 OCTOBRE 2008 À 18 H 30

SALLE DE L'ASIEM

(Appelée aussi « Notre-Dame du Bon conseil »)

6 RUE ALBERT DE LAPPARENT 75007 PARIS

MONSIEUR GUILLAUME de THIEULLOY

DIRECTEUR DES 4 VÉRITÉS

traitera le sujet suivant

L'ÉGLISE ET LES MEDIAS

**Le Président,
Michel de PONCINS**

CITATIONS

CARLA BRUNI-SARKOZY

Cette dame est-elle une disciple de satan ? Voici quelques paroles de son dernier C.D. : « Je veux mourir un dimanche aux premiers frissons du printemps, sous le grand soleil de satan, que le diable me pardonne- qu'on me maudisse, que l'on me damne, moi, je m'en balance, je prends tous les blâmes- moi qui cherche toujours les flammes, je brûle pour toi comme une païenne... ».

Espérons pour elle qu'elle est simplement ignorante, car ces phrases sont épouvantables et prions pour qu'elle reste ignorante et que cela ne reflète pas sa vraie pensée.

REVUE DE PRESSE

RECESSION, VOUS AVEZ DIT RECESSION

Il paraît, selon la presse, que nous sommes en récession. C'est l'occasion pour le pouvoir sarkozyen de tirer à vue sur les autres : les faiblesses de la banque américaine sont les coupables et aussi la crise mondiale. En même temps il en profite pour jeter par dessus bord les critères de Maastricht qui, déjà en eux-mêmes, sont de vraies catastrophes puisqu'ils poussent en fait à l'endettement public sous prétexte de le limiter.

Or ce pouvoir est directement responsable par sa politique socialiste de la récession. S'il avait rompu brutalement avec le socialisme dès son arrivée, nous aurions connu dès 2007 une prospérité rapide qui nous permettrait de supporter facilement les inévitables aléas de la conjoncture internationale.

Nous aurions, aussi, remboursé des dettes et cassé la spirale de l'endettement perpétuel, ce qui nous permettrait d'envisager plus sereinement les opérations de soutien aux banques.

PLAN DE SOUTIEN A L'IMMOBILIER

Une très grande partie de l'activité de promotion immobilière dans le pays est déjà soumise aux pouvoirs publics par le canal de logements sociaux et d'une réglementation parfaitement destructrice.

Dans le cadre de mesures prétendument envisagées pour gérer la crise, l'État annonce à grands renforts de communiqués qu'il va injecter 5 milliards d'euros pour acheter les programmes immobiliers de logements mis en vente en l'état futur d'achèvement dont les travaux n'ont pas pu être lancés à cause du blocage de certains crédits.

Cela concernerait 30 000 logements dans une première salve saluée par les journaux ; cela veut dire qu'il y aura d'autres salves.

Cela va en fait sauver des promoteurs imprudents. La difficulté d'évaluer de tels programmes est pratiquement insurmontable.

Quand on connaît la corruption coutumière en France et le fait que des camarades et amis du pouvoir sont concernés, le pire est à craindre.

LES BREVES

AUTRICHE

Lors des élections législatives autrichiennes, les deux partis nationaux ont progressé d'un notable façon. La grosse presse les qualifie d'extrême droite. Ils ne sont sûrement pas extrémistes et pas forcément de droite. Le pouvoir actuel peut être, à bon droit, qualifié d'extrémiste et extrémiste de gauche.

La victoire des nationaux en Autriche est un signe favorable s'ajoutant à d'autres mouvements semblables en Europe.

Vers un retour de la nation ?

LES EMPLOIS AIDES

Devant l'accroissement du chômage, dont il est directement responsable, le gouvernement veut accentuer les emplois aidés. C'est la vieille recette. Jusqu'ici, les emplois aidés n'ont pu être que de faux emplois, créant du chômage ailleurs. Le coût de chaque emploi aidé est, officiellement, de 27 000 euros et sans doute beaucoup plus en fait. Il crée, même à ce seul niveau, deux ou trois chômeurs ailleurs : la perte nette est de deux emplois.

Madame Thatcher disait « La meilleure politique de l'emploi, c'est de ne pas en avoir ».

CRISE ET FETES

La France se débat dans les multiples calamités et, en particulier, la baisse du pouvoir d'achat, les perspectives de récession et même peut-être une récession réelle.

Cela n'a pas empêché les députés et sénateurs UMP de faire la fête sur la côte d'azur avec de l'argent public. Plusieurs journées parlementaires se sont déroulées au palais des congrès d'Antibes. Il eut des soirées privées avec bien entendu des flots de champagne.

25 ministres du gouvernement et y ont participé alors que la France s'écroule sous les calamités qu'ils ont eux-mêmes créés.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

LOGEMENT

<http://www.objectifliberte.fr/2008/10/annonces-logeme.html>

ANNONCES DE NICOLAS SARKOZY "EN FAVEUR" DU LOGEMENT : STUPEUR ET CONSTERNATION !



Nicolas Sarkozy est-il devenu fou ? Alors que [le plan Boutin](#), annoncé en juin, et présenté au parlement le 14 octobre, consacre plus encore qu'actuellement le rôle de l'état comme grand timonier du marché du logement, malgré [les résultats catastrophique de cet interventionnisme](#) que seuls les libéraux osent aujourd'hui dénoncer, notre président, fidèle à ses mauvaises habitudes, nous a gratifiés dans un communiqué paru ce mercredi soir d'annonces dont on ne sait si elles sont le fruit d'une impulsivité malade, ou d'un début de panique à bord de l'esquif gouvernemental.

Plus fort que le marché : l'Etat !

Tout d'abord, le président de la république a annoncé, je cite [le Monde](#) mot pour mot, **"de faire racheter à un prix décoté plus de 30 000 logements dont les travaux n'ont pas été lancés faute de certitude sur les ventes, afin de soutenir la construction de logements en France, indique un [communiqué de la présidence](#). Selon l'Elysée,**

"en évitant l'annulation ou le report d'opérations", cette décision "permettra de soutenir la construction de logements en France".

Que ne ferait-on pas pour "soutenir la construction", dans ce pays ! Alors que ces dispositifs, comme [le tristement célèbre "Robien"](#), ont surtout contribué à déséquilibrer les marchés en apportant une profusion de logements inadaptés à la demande locale à des endroits où il n'y en avait pas besoin -- *Et pour cause, c'était là que le foncier restait à peu près accessible...*, l'état va, avec l'argent qu'il n'a pas, simplifier le dispositif de mal-investissement en vigueur et se passer de l'aide des investisseurs individuels pour construire des logements que les promoteurs ont renoncé à développer parce que la demande est en berne. Mais l'état, ce monstre omniscient, sait mieux que ce "maudit marché" ce dont les demandeurs de logement ont besoin, de quel type de logement, à quel endroit...

Naturellement, les lobbies de la construction qui bénéficieront de ces enveloppes y verront à court terme leur avantage. Mais les constructeurs de "vrais" logements privés, déjà salement secoués par le climat actuel des affaires, verront la concurrence du secteur subventionné s'accroître, et devront plus encore qu'actuellement se recentrer sur l'offre de haut de gamme, la seule qui ne soit pas impactée par l'intrusion de l'état dans la construction. Les familles modestes n'y gagneront rien à moyen terme.

Enfin, la subvention nouvellement créée, si elle passera de la pommade dans le dos des professionnels du bâtiment, ne fera que renforcer la pression fiscale sur tous les français, qui se retrouveront donc à payer plus d'impôts pour subventionner à prix d'or les 30 000 opportunistes qui franchiront les barrières leur permettant d'accéder à ces dispositifs. Et l'argent dépensé par les ménages dans le logement subventionné n'ira pas irriguer d'autres postes de dépense: "soutenir le bâtiment", ou tout autre lobby, comme toute aide sectorielle, ne peut se faire qu'au détriment des secteurs d'activité non "aidés".

Fannie et Freddie traversent l'Atlantique

Mais cette mesure n'est rien à côté de l'autre annonce du soir. Toujours [selon les termes du Monde](#), repris du communiqué de l'Elysée,

"Le chef de l'Etat a par ailleurs décidé de relever le plafond de ressources ouvrant droit à la garantie que l'Etat apporte aux crédits immobiliers des ménages via les "prêts d'accession sociale". Ainsi, 60 % des ménages contactant un crédit immobilier deviendront éligibles à cette garantie contre seulement 20 % aujourd'hui".

Le communiqué ajoute même que

"pour les banques, cette mesure permettra d'augmenter le volume des actifs de qualité éligibles à un refinancement à coûts bas".

Alors que le système bancaire américain est en déroute à cause de [la prolifération de prêts plus qu'imprudents permise par une garantie tacite de l'état](#) sur Fannie Mae et Freddie Mac, les deux acteurs majeurs du refinancement du crédit, alors que rien n'indique que le système bancaire français ne soit à l'abri d'une contagion, tout décideur sensé penserait d'abord à promouvoir des actions susceptibles de renforcer la solidité financière des banques.

Mais Nicolas Sarkozy, qui n'a visiblement pas la même analyse de la situation, envisage au contraire une vaste opération de déresponsabilisation des organismes de crédit en ouvrant à 60% des emprunteurs la possibilité de bénéficier d'une garantie publique de leur engagement, reproduisant dans le principe le même système que celui qui a précipité la chute de Fannie Mae et Freddie Mac.

Prêtez, prêtez, si le débiteur est en défaut, l'état vous sauvera ! Tel est en substance le message du chef de l'Etat. Mais l'Etat Français, en cas de faillite d'une grande banque prêteuse, ou d'un refinanceur -- *La caisse des dépôts, [déjà mise à toutes les sauces](#) ?* --, n'a plus les fonds propres suffisants pour assurer un sauvetage de grande ampleur. En outre, il est plus que probable que dans un contexte de crédit raréfié, il ne pourra acheter la confiance d'éventuels créanciers au même prix qu'aujourd'hui.

Vers le coup de ciseau fatal ?

Une telle garantie de l'état sur des créances dont la qualité baissera quasi-mécaniquement, risque d'amener les agences de notation, qui seront tenues de faire du zèle afin d'échapper aux accusations (justifiées) de laxisme qui leur sont actuellement adressées, à dégrader à court ou moyen terme la note accordée à la signature de l'état Français. Notre charge

d'intérêts de la dette ne peut qu'augmenter dans d'inquiétantes proportions. Et ce n'est là que le moindre des facteurs d'inquiétude que l'ineptie gouvernementale suscite.

Les annonces quasi quotidiennes de dépenses nouvelles -- *dont celles de ce soir ne sont qu'un point d'orgue provisoire, en attendant la suivante* -- et la multiplication de dispositifs de garanties étatiques sur les faillites privées, dont les conseillers du président devraient savoir qu'elles ne sont que promesses de gascon, risquent d'entraîner plus rapidement que je ne l'aurai cru vers la pente savonneuse qu'à expérimentée la Suède en 1993: le "coup de ciseau" sur les finances publiques, suivi de la banqueroute de l'état.

L'effet "ciseau" est la conjugaison d'une baisse des recettes fiscales avec une hausse non maîtrisée des dépenses publiques. Alors qu'un ralentissement économique se manifeste d'ores et déjà, qu'une récession paraît probable, l'état et les collectivités locales doivent s'attendre à de sévères baisses de recettes, extrêmement mal anticipées. En contrepartie, la multiplication des pains, pardon, des dispositifs d'assistance, dont le nombre de bénéficiaires ne fera que croître du fait du contexte économique ravagé, entraîneront une hausse rapidement incontrôlable des engagements de dépense. Si les annonces du président se traduisent en textes de loi, je puis déjà annoncer que l'objectif de contenir le déficit public en dessous de 3% non seulement ne sera pas tenu, mais qu'il sera enfoncé ! Rappelons qu'en Suède, entre 1990 et 1993, ce déficit annuel, sous l'effet de ce fameux coup de ciseau, est passé de 3% à... 12% du PIB, vous avez bien lu: douze pour cent. Rigoureusement insoutenable.

La Faillite, nous voilà !

Les investisseurs du monde entier, lorsqu'une tranche d'obligations composant notre abyssale dette arrive à échéance, prêtent jusqu'ici sans rechigner à la France à des taux raisonnables de quoi la rembourser, donnant [l'illusion que "la France ne rembourse jamais sa dette"](#) à certains politiciens incultes. Face à la multiplication de signaux avant-coureurs d'une catastrophe, il se pourrait qu'ils décident que le risque lié à la signature française ne vaut plus la peine d'être courru, surtout au prix actuel. Les taux demandés monteront alors, et pourraient rapidement devenir insupportables. En 1993, face à une crise de défiance massive des prêteurs habituels, la banque de Suède a dû augmenter ses taux d'émission obligataires, et dut même pendant quelques minutes émettre des tranches au taux de... 500%, sans parvenir à les placer ! Le gouverneur de la banque de Suède a alors jeté l'éponge et le gouvernement a annoncé une dévaluation du tiers de la valeur de change de sa devise, façon comme une autre d'exproprier les créanciers d'un tiers de leurs créances. La France n'a même pas cette possibilité, Euro oblige. Elle devrait alors prononcer une banqueroute, dont les conséquences seraient absolument dramatiques. Sommes nous condamnés à vivre un tel scénario noir ? Je ne voudrais pas jouer les catastrophistes de salon, mais si notre gouvernement met à exécution ses projets de manipuler le crédit immobilier au seul prétexte de "soutenir le bâtiment", [nous allons tout droit dans le mur](#). La question ne sera alors plus de savoir si cela va arriver, mais quand.

Un besoin urgent de liberté !

Ni le logement, ni aucun autre secteur de l'économie, n'ont besoin de plus d'intervention de l'état qu'ils n'en subissent déjà. Et l'état, aujourd'hui plus que jamais, ne peut se permettre

d'accroître le risque financier lié à ses activités. Il est urgent que le logement soit libéré des carcans étatiques qui l'étouffent !

Si l'état veut vraiment aider les français à se loger à des coûts abordables, il doit au contraire d'une part promouvoir une grande loi de libération foncière permettant aux prix du logement de rester raisonnables même lorsque la demande est forte, d'autre part, il doit revoir à la fois les pressions législatives s'exerçant au détriment des propriétaires bailleurs, et alléger la fiscalité de l'épargne, et non la renforcer. Enfin, il doit cesser de socialiser le parc français de logements plus qu'il ne l'est déjà, ce qui gaspille des ressources considérables, et ne profite qu'imparfaitement aux publics qu'une politique sociale est censée toucher, la compétition pour occuper ces logements subventionnés profitant rarement aux plus faibles.

Enfin, il doit abandonner toute mesure de distorsion du crédit, tant les incitations fiscales que les garanties publiques, dont la faillite américaine devrait pourtant avoir prouvé l'incroyable nocivité.

Toutes les forces politiques un tant soit peu responsables de ce pays doivent réagir rapidement aux annonces plus qu'imprudentes de M. Sarkozy, pour qu'elles ne deviennent pas la loi de la république.

NOUVELLES D'AUSTRALIE

Il est rare que dans nos informations, nous fournissions de longues citations. Celle-ci donne des nouvelles d'Australie et c'est une déclaration du premier ministre, John Howard.

!!

>> *On aurait besoin d'un chef comme lui!*

>>> Le premier ministre de l'Australie, John Howard

>>>

>>> Les musulmans qui veulent vivre selon la loi de la Sharia Islamique se sont fait dire tout récemment de quitter l'Australie, dans le but de parer à d'éventuelles attaques terroristes, le gouvernement ayant ciblé les radicaux.

>>> Apparemment, le premier ministre John Howard a choqué quelques musulmans australiens en déclarant Citation: 'LES IMMIGRANTS, NON AUSTRALIENS, DOIVENT S'ADAPTER. À prendre ou à laisser, je suis fatigué que cette nation s'inquiète à savoir si nous offensoons certains individus ou leur culture.

>>> Notre culture s'est développée en luttant, d'habileté et de victoires par des millions d'hommes et de femmes qui ont recherché la liberté.'

>>>

>>> 'Notre langue officielle est l'ANGLAIS; pas l'Espagnol, le Libanais, l'Arabe, le Chinois, le Japonais, ou n'importe quelle autre langue. Par conséquent, si vous désirez faire partie de notre société, apprenez-en la langue!'

>>>

>>> 'La plupart des Australiens croient en Dieu. Il ne s'agit pas d'obligation chrétienne,

d'influence de la droite ou de pression politique, mais c'est un fait, parce que des hommes et des femmes ont fondé cette nation sur des principes chrétiens, et cela est officiellement enseigné. Il est parfaitement approprié de les afficher sur les murs de nos écoles. Si Dieu vous offense, je vous suggère alors d'envisager une autre partie du monde comme votre pays d'accueil, car Dieu fait partie de notre culture.'

>>>

>>> 'Nous accepterons vos croyances sans poser de question. Tout ce que nous vous demandons c'est d'accepter les nôtres, et de vivre en harmonie pacifiquement avec nous.'

>>>

>>> 'Ici c'est NOTRE PAYS, NOTRE TERRE, et NOTRE STYLE DE VIE. Et nous vous offrons l'opportunité de profiter de tout cela. Mais si vous en avez assez de vous plaindre, de vous en prendre à notre drapeau, notre engagement, nos croyances chrétiennes, ou de notre style de vie, je vous encourage fortement à profiter d'une autre grande liberté Australienne, 'LE DROIT DE PARTIR.'

>>> 'Si vous n'êtes pas heureux ici, alors PARTEZ. Nous ne vous avons pas forcés à venir ici. Vous avez demandé à être ici. Alors, acceptez le pays que VOUS avez accepté.'

>>> *(Peut-être que si nous faisons circuler ceci parmi nous, les Américains, les Canadiens, tous les citoyens du monde trouveraient le moyen de se tenir debout et commenceraient à parler et à répandre les mêmes vérités. La commission Bouchard-Taylor devrait d'abord s'inspirer de cette déclaration avant n'importe quoi d'autre)*

>>> Si vous êtes d'accord, s'il vous plaît FAITES SUIVRE CE MESSAGE.

>>

>>

>>

>>

>>>

Nous laissons chacun à ses propres réflexions.
